

# Agriculture irriguée : vers de nouvelles formes de coopération avec le Maghreb

*L'agriculture irriguée est au cœur du développement des zones rurales dans les pays du Maghreb. Or, plus qu'ailleurs, l'eau y est un bien rare et précieux qu'il convient d'économiser.*

*Des stratégies nationales se sont mises en place afin de mieux gérer les ressources limitées en eau. À Montpellier, initié par le projet européen Wademed, un partenariat fort s'est développé entre les scientifiques de l'unité mixte de recherche G-EAU et les acteurs de l'eau et de l'agriculture au Maghreb.*

*Il se poursuit avec de nouveaux projets qui combinent science et résolution de cas concrets autour de la gestion de l'eau en Méditerranée.*

Dans les pays du Maghreb, l'irrigation mobilise jusqu'à 80 % de l'eau consommée provoquant des tensions fortes avec les autres usages. Parmi ceux-ci, on peut citer la demande croissante en eau potable liée à l'augmentation de la démographie, la hausse du niveau de vie dans les villes et le développement continu du tourisme. Or, l'agriculture irriguée est un élément déterminant du développement économique et social du monde rural qui concerne de près ou de loin environ 40 % des 75 millions d'habitants d'Afrique du Nord <sup>(1)</sup>.

Aujourd'hui, alors que la plupart des ressources sont exploitées, gérer la demande en eau agricole est un enjeu majeur pour assurer une sécurité alimentaire et favoriser le développement rural au Maghreb. Face à cet enjeu, un réseau de chercheurs, de responsables administratifs et d'organisations professionnelles agricoles du Maghreb et d'Europe s'est constitué dans le cadre du projet européen Wademed <sup>(2)</sup> (2003-2006) coordonné par le CIRAD.

### UNE COLLABORATION FRANCO-MAGHRÉBINE ÉTABLIE SUR DU LONG TERME

Depuis plus de dix ans à Montpellier, les scientifiques du Cemagref sont engagés aux côtés du CIRAD, de l'IRD et de l'Engref dans une coopération associant la recherche, les acteurs de l'eau du Maghreb et le monde professionnel agricole. Le cadre du Programme Commun sur les Systèmes Irrigués qui réunissait ces organismes a été un premier pas pour fédérer les recherches. La création de l'unité mixte de recherche Gestion de l'Eau, Acteurs et Usages qui a formalisé l'association entre les équipes montpelliéraines d'une part, et la mise en place du projet Wademed, d'autre part, a permis la mise en place d'un véritable réseau de partenaires scientifiques, institutionnels et agricoles avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie.



J.D. RINAUDO

## “INTERVIEW

**TARIK HARTANI**  
Enseignant chercheur à l'Institut National Agronomique, Algérie

Dans les pays du Maghreb, notamment en Algérie, les ressources en eau sont limitées et sont l'objet de négociations laborieuses autour de leur répartition. Aujourd'hui, les potentialités hydriques s'élèvent à 600 m<sup>3</sup> d'eau par an et par habitant, alors que le seuil de rareté s'élève à 1000 m<sup>3</sup> par an. Il devenait urgent d'arriver à une utilisation rationnelle et concertée de cette précieuse ressource.

Trois pays, Algérie, Tunisie et Maroc, se sont rapprochés autour du projet Wademed en 2003 et ont apporté leur contribution en aidant à constituer une base de connaissances sur la gestion de la demande en eau agricole en Méditerranée, en y intégrant des aspects techniques, économiques et institutionnels. Ce fut l'occasion d'échanges de points de vue très enrichissants sur les pratiques des agriculteurs pour améliorer la gestion de l'eau.

Concrètement, nous avons, par exemple, réalisé des jeux de rôle à destination des agriculteurs en Tunisie, des jumelages entre organisations professionnelles agricoles de pays différents ou des DVD sur des thèmes comme «L'eau et la vie dans les périmètres irrigués du Maroc».

Les améliorations portées dans l'avenir dépendront de la capacité des acteurs (chercheurs, responsables d'institutions et d'organisations professionnelles agricoles, industriels, agriculteurs) à mettre en œuvre les recommandations du projet.

Pour plus d'infos, consulter le site [www.wademed.net/](http://www.wademed.net/)



Le projet Wademed s'est structuré autour de trois séminaires abordant respectivement les aspects techniques, économiques et institutionnels de la gestion de l'eau au Maghreb. Chaque séminaire a donné lieu à des communications (accessibles sur le site du projet) mais a également abordé des cas concrets aux côtés des acteurs locaux.

### **UNE IMPLICATION FORTE DES CHERCHEURS AUX CÔTÉS DES ACTEURS LOCAUX**

Au Maroc, 85 % des exploitations de moins de 5 ha ont des difficultés de tous ordres pour moderniser leurs techniques d'irrigation vers des systèmes plus économes en eau malgré les aides de l'État. Cette modernisation suppose en amont de nouveaux choix de cultures, des options technologiques et de gestion adaptées et un assouplissement du cadre administratif. Dans le cadre du volet technique du projet Wademed, les chercheurs ont accompagné des groupements d'agriculteurs du périmètre irrigué des Doukkalas à mettre en œuvre à l'échelle de petits collectifs des projets d'irrigation localisés où une part de l'équipement est mutualisé. La Tunisie a une expérience importante en matière de mise en place d'associations d'irrigants pour une gestion décentralisée de l'eau. Le transfert de gestion de l'administration vers les usagers suppose de redéfinir les missions des institutions. Une expérience de jeux de rôle a été conduite dans le cadre du volet institutionnel du projet Wademed avec la collaboration de l'institut agronomique méditerranéen de Montpellier pour accompagner un processus de transfert de gestion dans un petit périmètre de la région de Kairouan. Face aux questions de fonctionnement interne des structures d'association d'irrigants auxquelles est confrontée l'agriculture irriguée au Maghreb, et notamment en matière de tarification de l'eau, le projet Wademed a impliqué des professionnels agricoles français du département du Lot. Des enquêtes conduites en collaboration avec l'union des Associations Syndicales Autorisées d'irrigation du Lot ont illustré la diversité des modes de fonctionnement de ces associations. L'idée était de montrer que les règles s'élaborent à la base et évoluent au cours du temps et ne se décrètent pas à un niveau central.

### **UNE COLLABORATION QUI SE POURSUIT**

Aujourd'hui, les travaux engagés se poursuivent avec le projet de recherche SIRMA<sup>(3)</sup> (2004-2009), dont l'objectif est la co-construction d'outils de gestion de l'eau avec les acteurs. À cette fin, des travaux de recherche en commun ont été initiés au travers de 10 projets de thèse. Les équipes d'experts franco-maghrébins se sont également impliquées dans le projet européen Aquastress (2005-2009) sur des problématiques de pénurie ou de pollution de l'eau. Enfin, l'UMR G-EAU s'est investie pour établir de nouvelles formes de coopérations impliquant directement les agriculteurs des deux rives de la Méditerranée pour accompagner l'émergence d'une organisation professionnelle agricole indépendante.

## **“ INTERVIEW**

**SERGE GAY**  
Directeur de la Chambre  
d'agriculture du Lot

L'accord de Marrakech en 1994, a modifié la politique agricole des pays du Sud, notamment en obligeant les irrigants au Maroc à plus d'autogestion. À la suite de cela, le ministère des Affaires Étrangères a contacté les scientifiques du Cemagref pour mener une opération de formation des agriculteurs. C'est dans ce contexte que le projet Wademed est né. La chambre d'agriculture du Lot a été intégrée au projet pour sa particularité de regroupement des professionnels agricoles en ASA (Associations Syndicales Autorisées). Il s'agit de structures très efficaces qui permettent de mener des travaux d'aménagement pour le bien collectif à frais communs, notamment pour l'irrigation. Elle a joué un rôle important dans le transfert de méthodes de gestion en termes d'irrigation à des associations au Maroc : par exemple pour les orienter vers des techniques de microirrigation plutôt que l'irrigation gravitaire. Aujourd'hui, notre implication se poursuit dans un contexte plus large, avec le projet Aquastress.

**CONTACT : CEMAGREF MONTPELLIER**  
Sami Bouarfa • Tél : 04 67 16 64 09  
sami.bouarfa@cemagref.fr

(1) *Afrique contemporaine n°219 - G. Courade et J.C. Devèze (2006)*  
(2) [www.wademed.net](http://www.wademed.net)  
(3) *Financé par le ministère français des Affaires Étrangères*